

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIÈRE DE L'ILE AU PAGE SNC

11 avenue Henri Barbusse
BP 91009
45700 Villemandeur

Références : /
Code AIOT : 0010009377

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SABLIÈRE DE L'ILE AU PAGE SNC implanté Le Pré Neuf, Le Chameau, La Bannière, Les Essards, Champ Merle et Champ Cadet 18140 Argenvières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRE DE L'ILE AU PAGE SNC
- Le Pré Neuf, Le Chameau, La Bannière, Les Essards, Champ Merle et Champ Cadet 18140 Argenvières
- Code AIOT : 0010009377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société S.N.C. "La Sablière de l'Île au Page" est autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers au lieu-dit "Le Pré Neuf" sur le territoire de la commune d'Argenvières par arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2025-0352 du 2 avril 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 2.1.4.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 2.1.4.1.8	Demande d'action corrective	2 mois
9	PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
11	PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.6.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 2.1.4.1.1	Sans objet
3	GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 2.1.4.1.6	Sans objet
5	DÉCHETS	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 5.1.7	Sans objet
6	PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.2.2	Sans objet
7	PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.2.3	Sans objet
8	PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 2.1.4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Information des tiers
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection a constaté que les panneaux mentionnant en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux ainsi que l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté ont été mis en place, sur chacune des voies d'accès à la carrière.
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 2.1.4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"> • des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; • le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats :

Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection a procédé à une vérification par échantillonnage des bornes déterminant le périmètre d'autorisation qui figurent sur le plan d'exploitation de la carrière (version de décembre 2025) (deux bornes situées au Nord-Ouest du site).

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la borne (matricule B sur le plan) située à l'intersection des parcelles n°0006, 0077 et 0075 (section OB) était bien présente et dégagée. Cependant, l'inspection a constaté que la borne (matricule C sur le plan) située à l'intersection des parcelles n°0006, 0007 et 0075 (section OB) n'est plus enterrée. L'inspection a constaté que cette borne a probablement été accrochée lors de travaux agricoles (taille des haies ou labour). L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'intervention d'un géomètre afin de repositionner cette borne et de vérifier la présence de l'ensemble des autres bornes du site sera effectuée.

Constat : Les bornes nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ne sont pas toutes présentes

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 2.1.4.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Décapage des terrains

Prescription contrôlée :

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et il est réalisé par campagnes entre le mois d'août au mois de mars (inclus).

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques.

Constats :

Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection a constaté que l'extraction n'est pas réalisée sans décapage préalable des terrains.

L'inspection a également constaté qu'une campagne de décapage venait d'être réalisée et que ce décapage se limite aux besoins des travaux d'extraction.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que le décapage a été réalisé au mois de septembre.

Lors de la visite, l'inspection a également constaté que le décapage a été effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales aux stériles et que les dépôts des horizons humifères n'ont pas une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques.

Pas d'écart constaté lors de la visite

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 2.1.4.1.8

Thème(s) : Risques chroniques, Extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

[...].L'extraction a lieu à une profondeur moyenne de 7 m par rapport au niveau naturel des terrains (jusqu'à la cote maximale de 151 m NGF).

L'extraction est réalisée hors eau sur les premiers mètres et en eau sur environ 5 m.

Constats :

Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'exploitation de la carrière (version du mois de décembre 2025)). L'inspection a constaté sur ce plan que la cote minimale de fond de fouille a été dépassée en quelques points avec une cote minimale de 149,51 m NGF.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les dépassements de la cote minimale sont dus à la géologie, à la morphologie du terrain et au moyen d'extraction du sable. En effet, selon l'exploitant le godet/panier du scrapeur récupère le sable/gravier jusqu'à la couche de calcaire située en fond de gisement. Or, selon l'exploitant cette couche de calcaire à une altitude qui varie (creux et dômes) et la cote de fond de fouille déterminée dans le dossier d'autorisation (151 m NGF) ne peut être respectée strictement.

L'inspection des installations classées a également constaté lors de la visite que le phasage d'exploitation sollicité lors du renouvellement de l'autorisation d'exploiter n'est pas respecté. L'exploitant a indiqué à l'inspection que le phasage n'est pas adapté à la méthode d'extraction et qu'un dossier de "Porter à connaissance" va être transmis à monsieur la préfet du Cher afin de solliciter une modification du phasage d'exploitation et de la cote de fond de fouille.

Constat : L'exploitant n'a pas transmis de demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière à monsieur le préfet du Cher

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat,

l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : DÉCHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 5.1.7		
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits par l'établissement		
Prescription contrôlée :		
Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :		
Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets issus de l'extraction et de l'exploitation		Terre végétale
Déchets issus de l'extraction et de l'exploitation	01 01 02	Stériles d'extraction
Déchets dangereux	13 05 07*	Eau mélangée à des hydrocarbures en cas d'accident
Déchets dangereux	13 02 06*	Huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification
Déchets dangereux	13 01 11*	Huiles hydrauliques
Déchets dangereux	15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage ...
Déchets dangereux	16 01 07*	Filtres à huiles
Déchets non dangereux	16 01 17	Métaux ferreux
Déchets non dangereux	16 01 18	Métaux non ferreux
Déchets non dangereux	07 02 99	Bande transporteuse usée
Constats :		
Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection a constaté que les déchets de la sablière sont acheminés vers l'installation de traitement de la sablière "Le Portugal" avant leur évacuation.		

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets non autorisés sur le site.
Pas d'écart constaté lors de la visite
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la carrière est maintenue propre. Pas d'écart constaté lors de la visite
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Dans le cas de l'accès aux zones dangereuses de la carrière (accès aux berges) la mise en place d'un merlon de 2 mètres de hauteur minimum ne débouchant pas sur le front est toléré. Toutefois, la mise en place d'une clôture est obligatoire dans le cas d'installations (de traitement, de transit, ou autres) pour limiter et contrôler les accès.
Constats : Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection a constaté que le site est clôturé par un merlon sur une partie du périmètre de l'installation et par une clôture. L'exploitant a indiqué à l'inspection que chaque soir un merlon est réalisé à l'entrée de la carrière afin de condamner son accès. L'inspection a constaté que l'exploitant a pris les dispositions nécessaires pour contrôler les accès et garantir la connaissance permanente des personnes présentes sur le site en dehors des heures

ouvrées en interdisant l'accès au moyen de panneaux.
Pas d'écart constaté lors de la visite
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Accessibilité et intervention des services de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection a constaté que l'installation dispose d'un accès permettant l'intervention des services d'incendie et de secours en période d'activité. Cependant, l'exploitant justifiera que le merlon réalisé chaque jours pour fermer le site ne gêne pas l'accès aux services d'incendie et de secours en dehors des périodes d'ouverture.</p> <p>L'inspection a également constaté que le seul véhicule dont la présence est liée à l'exploitation est le télescopique (engin) permettant de réaliser le merlon pour fermer l'accès au site (hors des périodes de fonctionnement). Lors de la visite, ce télescopique ne gênait pas pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...].Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>

[...].

Constats :

Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les installations électriques ne sont pas contrôlées au moins une fois par an par un organisme compétent.

En effet, lors de la visite l'exploitant a indiqué à l'inspection que la drague fonctionne au moyen d'un groupe électrogène et que son installation électrique n'est pas contrôlée annuellement.

L'exploitant a également indiqué que la drague va être raccordée au réseau électrique prochainement. L'exploitant s'est engagé à faire contrôler les installations électriques de la drague dès que le raccordement sera réalisé.

Constat : Les contrôles périodiques de l'installation électrique de la drague ne sont pas réalisés

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant a désigné un responsable du site. Ce responsable connaît la conduite de l'installation, les dangers et inconvénients liés à son exploitation, les produits utilisés ou stockés sur le site, ainsi que les dispositions à prendre en cas d'incident.

Pas d'écart constaté lors de la visite

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2025, article 7.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.5.2 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection a constaté que les consignes d'exploitation de la carrière ne comportent pas l'ensemble des éléments prescrits.

L'exploitant complètera les consignes d'exploitation de la carrière et procédera à leurs affichages dans un lieu fréquenté par le personnel.

Constat : Les consignes d'exploitation de la carrière sont incomplètes

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois